

*Hydrocarbures—Loi*

leur décision. Peu leur importaient les torts qu'ils faisaient subir aux producteurs ou aux consommateurs. Ils voulaient seulement se débarrasser du Programme énergétique national. La loi qu'ils ont présentée leur permettra de le faire. Ils se débarrasseront également d'un tas de choses qui satisfaisaient parfaitement les Canadiens, notamment la conservation de l'énergie et la protection des producteurs et des consommateurs, des choses qu'ils regrettent déjà.

Nous avons parlé des politiques du gouvernement. Elles sont inexistantes. Il y a eu l'Accord de l'Ouest, mais ce n'était qu'une prise de position. Le gouvernement n'a pas songé à suivre l'évolution de la situation. La ministre dit que l'Accord de l'Ouest prévoit, pour la première fois, un partage des recettes provenant de l'exploitation des gisements pétroliers et gazières sous-marins, de la même façon que pour les gisements terrestres. Cela revêt une importance considérable étant donné que les gisements sous-marins sont beaucoup plus coûteux à exploiter. Nous devons certainement continuer à soutenir l'intérêt des sociétés pétrolières pour les réserves terrestres.

A entendre la ministre, cet accord doit assurer une bonne gestion, protéger les intérêts nationaux et promouvoir l'autonomie énergétique. Allez raconter cela aux gens de Terre-Neuve et de Nouvelle-Écosse. Le gouvernement avait dit aux Terre-Neuviens que cet accord marquait le début d'une nouvelle ère, et qu'il était supérieur à celui que l'ancien gouvernement libéral avait offert à la province. Le gouvernement a aboli les dispositions inacceptables concernant la rétroparticipation parce qu'elles favorisaient les sociétés et les particuliers canadiens. Nous ne pouvons plus accepter cela. Le gouvernement allait proposer un partage des redevances. Où sont l'activité, la prospection et la mise en valeur? Où sont les redevances? C'est bien beau d'avoir un programme donnant droit à la moitié des redevances, mais s'il n'y a rien d'autre, s'il n'y a pas de mise en valeur, la moitié de rien, cela donne toujours rien. C'est ce que reçoivent les provinces de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, rien, absolument rien.

Et la province de la Nouvelle-Écosse? Elle est punie pour avoir signé l'accord. Le premier ministre John Buchanan voulait que cet accord soit signé avant l'ajournement, à la fin de juin 1984. Le premier ministre (M. Mulroney) et la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne lui ont jamais pardonné de ne pas croire dans la victoire des conservateurs aux élections fédérales qui ont suivi. Les habitants de cette province sont donc punis. Après la signature de l'accord de l'Ouest, la ministre a dit qu'elle signerait un nouvel accord avec la Nouvelle-Écosse. Elle a demandé qu'on lui laisse seulement une semaine pour se reposer. Il y a plus d'un an qu'elle a dit cela, et elle se repose depuis bien longtemps.

Il semble que ce seront les compagnies qui ont de bonnes réserves d'argent qui exploiteront nos régions éloignées, pas les Canadiens, car ils en sont exclus par les politiques du gouvernement. Ces politiques vont à l'encontre du principe de la canadienisation des régions éloignées. D'un côté le gouvernement dit que la canadienisation est importante et de l'autre il l'empêche par ces politiques. Il dit une chose et il en fait une autre. Les conservateurs prétendent que le degré de canadienisation est passé de 42 à 47 p. 100 depuis qu'ils ont pris le pouvoir aux libéraux. Les libéraux avaient fait passer la canadienisation de 28 à 42 p. 100, les conservateurs disent qu'ils l'ont

portée à 47 p. 100. Comment? Grâce à l'achat de Gulf Canada par Olympia & York, puis la vente des réseaux de distribution de Gulf, en Ontario et dans l'Ouest, à PetroCan. Lorsque l'ancien gouvernement libéral a déclaré qu'il voulait acheter PetroFina pour avoir une fenêtre sur le marché de détail, pour que les consommateurs canadiens puissent acheter l'essence à une compagnie qui leur appartenait, c'est tout ce qu'ils voulaient. Nous n'avons plus simplement une fenêtre, maintenant, nous avons toute une serre, qui élimine la concurrence au niveau du raffinage. En créant PetroCan le gouvernement a fabriqué un monstre. La compagnie, à cause du gouvernement, a été mordue par la rage économique, elle s'attaque maintenant aux producteurs et aux consommateurs. Elle les pressure en payant le moins possible pour le produit et en faisant payer beaucoup trop cher au consommateur.

Comment cela a-t-il commencé? Cela a commencé avec la politique du gouvernement actuel qui veut mettre des actions de Petro-Canada en circulation dans le secteur privé. Il veut démanteler Petro-Canada, vendre ses actions dans le secteur privé de sorte que les Canadiens devront payer Petro-Canada une troisième fois. La première fois, lorsqu'ils ont acheté les sociétés qui constituent Petro-Canada, la deuxième fois, par les prix exagérés qu'ils payeront à la pompe et, la troisième fois, sur le marché en permettant aux amis du ministre des Finances (M. Wilson) et du gouvernement d'empocher des droits de courtage importants.

● (1540)

Les Canadiens possèdent maintenant Petro-Canada. Ils n'ont pas à l'acheter. Ils en sont déjà propriétaires. C'est un abus de confiance de faire croire aux Canadiens qu'il est profitable pour eux d'émettre des actions de Petro-Canada dans le secteur privé. Qu'arrive-t-il maintenant? Qu'en est-il de la sécurité des approvisionnements? Finie la canadienisation. La sécurité des approvisionnements est menacée. Et pourquoi? Il est très important de s'arrêter à ces questions parce qu'un jour nous réexaminerons le projet de loi dont nous sommes saisis, comme nous le faisons pour le projet de loi C-85 et pour tous les programmes du gouvernement actuel et tout le pays blâmera le gouvernement actuel pour la politique qu'il met en oeuvre.

Quelle est cette politique? Le gouvernement déclare que le Canada est prêt à faire des affaires. Avec Investissement Canada, les sociétés étrangères sont maintenant libres d'entrer au Canada, pratiquement sans examen, pour rafler les sociétés canadiennes. Comme le chef de l'opposition (M. Turner) l'a déclaré, le Canada est ouvert aux affaires mais il n'est pas à vendre. On ne va pas céder petit à petit toutes les sociétés canadiennes aux entreprises étrangères. Comment est-ce possible dans l'industrie pétrolière et gazière? Tout simplement parce que les «majors» sont très riches. Ces grandes sociétés pétrolières ont réduit leurs investissements et leurs travaux de prospection; ce sont elles qui détiennent l'argent. Il leur suffit d'attendre que les petits producteurs fassent faillite pour s'emparer à des prix dérisoires des ressources pétrolières et gazières de ces petites compagnies.

C'est de cette façon que nous allons perdre nos sociétés canadiennes dans le secteur aval, le secteur des ressources. Qu'advient-il de la sécurité de notre approvisionnement? Le gouvernement n'accorde pas d'importance à l'installation